

Révoltes de la faim. L'Europe en question ?

Nicolas Sersiron (CADTM)

Au Sénégal, le Yassa poulet, plat traditionnel, ou la baguette ne sont composés que de produits importés. Par ses exportations alimentaires, l'Europe participe fortement à la perte de l'autosuffisance agricole pour des centaines de millions d'humains.

La FAO annonce que le prix des denrées alimentaires restera élevé pendant 10 ans. La grande pauvreté de quelques 3 milliards d'humains, qui ne peuvent plus acheter une nourriture, pourtant disponible sur la planète, provoque les révoltes urbaines actuelles, alors que la part du revenu mondial allant aux plus riches explose. Car si la rareté des aliments est en question, c'est bien l'injuste répartition des fruits du travail - que le capitalisme impose par la puissance de son bras financier - qui a fait du prix des aliments une question de vie ou de mort.

Notre révolution verte, importée des USA après la 2^{ème} guerre mondiale, avec tracteurs et engrais, puis la PAC, avaient pour but de créer une sécurité alimentaire. Bâti sur le protectionnisme, le productivisme et l'aide publique ces transformations ont rapidement généré des surproductions. Les subventions à l'exportation des excédents ont été un des moyens pour les réduire. Elles ont entraîné un effet de « dumping » (vente en dessous du prix coûtant) pourtant interdit par le libéralisme. Cet afflux, à prix cassés, a mis en faillite les agricultures paysannes du sud.

Pour l'éleveur de poulets camerounais ou sénégalais, concurrencé par l'arrivée de bas morceaux congelés et subventionnés par les contribuables européens, ce fût une catastrophe. Le cultivateur de mil ne reçoit aucune aide. Leurs coûts de production étant plus élevés que le prix des denrées importées, ils ont été rapidement obligés d'arrêter élevage et culture. Ainsi pendant que les bidonvilles autour des capitales du sud grossissent, beaucoup de savoirs agricoles se perdent. Il faudra une volonté politique, des financements et une formation sérieuse en agrobiologie - sans importations d'engrais ou de pesticides, ni d'OGM, beaucoup trop chers, car tous sont indexés sur le pétrole - pour que ces pays retrouvent une véritable souveraineté alimentaire.

Mais pourquoi ont-ils acceptés cette concurrence faussée et déloyale ? Il faut comprendre l'effet dévastateur des conditionnalités des PAS (Plan d'ajustement structurel). Ces mesures libérales ont été imposées aux PED chaque fois qu'ils ont voulu emprunter, depuis le début des années 1980. La mesure la plus terrible a été la suppression des barrières douanières, mettant en concurrence le petit producteur du sud face aux multinationales du nord. Les ALE (accords de libre échange) et les APE (accords de partenariat économique) qui, sous la pression de l'OMC, remplacent les accords ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) plus favorables aux PED, vont accentuer les problèmes de sous-alimentation des populations du sud.

En effet, les accords ACP permettaient à ces pays d'exporter sans droits de douane, et de façon préférentielle, certains produits agricoles vers l'Europe. Par contre, les accords ALE et APE - accords bilatéraux - ont pour but de contourner le blocage des accords globaux de libre-échange de Doha. Ils impliquent une baisse quasi-totale des barrières douanières des pays pauvres signataires sans la contrepartie essentielle qui est l'arrêt des subventions agricoles au nord. Or, les dernières protections, qui avaient, en partie, résisté à la libéralisation par les PAS, concernent essentiellement l'agriculture. L'Europe met tout le poids de sa puissance économique pour faire céder chaque pays, un par un.

Certes, les problèmes de rareté alimentaire sont aussi liés aux agrocarburants subventionnés, aux dérèglements climatiques et à l'érosion des terres : déforestation, labours, engrais et pesticides. La disparition volontaire des stocks, la suralimentation carnée des riches, l'épuisement des ressources halieutiques - par les bateaux-usines des pays européens en particulier - accentuent cette rareté. La montée du prix du pétrole aggrave la pénurie par les surcoûts annexes qu'elle entraîne. Après la crise des « subprime » et la tension sur la demande alimentaire, la spéculation, sans foi ni loi, amplifie la catastrophe.

Retour sur la crise de la dette et les PAS

Mais c'est la crise de la dette du début des années 1980, provoquée par la hausse du « prime rate » US, multipliant par 3 voire 4 les remboursements des prêts variables et indexés des PED qui a provoqué les faillites en chaîne des économies du Sud. Le FMI est intervenu comme prêteur conditionnel en dernier recours, pour sauver les banques du nord mais pas les pays endettés. Résultat, depuis 30 ans, les populations se sont appauvries, contrairement aux idées des Hayek et Friedman sur les bienfaits du capitalisme libéralisé et de la croissance. Si la pauvreté de la majorité des populations africaines est avérée, en Inde par exemple, les 80 millions d'indiens, qui composent la classe moyenne, font écran aux 850 millions qui survivent avec moins de 0,30 € par jour¹.

Ce sont bien les conditionnalités libérales (Consensus de Washington) imposées depuis plus de 25 ans par la Banque Mondiale, le FMI, le Club de Paris (privatisations, monocultures d'exportation, ouverture des frontières) plus la corruption par les prêts, qui sont les causes structurelles de l'appauvrissement et de la perte de la souveraineté alimentaire dans les PED. Les voix des pays européens sont prépondérantes, alliés à celles des USA, du Japon ou du Canada, elles sont majoritaires au sein de ce trio qui impose encore aujourd'hui le remboursement de la Dette et les PAS.

Les révoltes urbaines de la faim font bouger les choses

80% du milliard d'humains, souffrant de la faim, survivent ou meurent dans les campagnes en silence et sans révolte : génocide involontaire ? Ce sont les révoltes urbaines de la faim qui font bouger les choses. Croire, comme certains, que nous ne pouvons rien faire, c'est accepter que la pauvreté se généralise quand la sur-richesse de quelques uns se globalise.

Que la première cause de mort chez les occidentaux soient les maladies cardio-vasculaires dues à une suralimentation, semble - dans le discours dominant relayé par les médias - n'avoir aucun rapport avec la sous-alimentation chronique au sud. Les pauvres habiteraient-ils sur une autre planète ? Ces maladies de pays riches rapportent des sommes colossales à beaucoup d'industries du nord : santé, agrobusiness, distribution qui, elles-mêmes par leurs dépenses publicitaires, influencent télé et presse. **C'est ainsi qu'elles surfent sur l'omission de toutes les réalités qui gênent.** Nous sommes pourtant tous à bord du même vaisseau : la Terre.

Et d'ailleurs, quand il s'agit de prélever les matières premières à bon compte (contrats léonins) dans les PED, silence et discrétion. La Mafriafrique travaille pendant que la Chinafrique attaque. Les transnationales européennes corrompent, et exploitent les richesses naturelles du sud, mais ce ne sont pas les seules (lire par exemple « Noir Canada »²). La BEI (banque européenne d'investissement) les aide avec de l'argent public. Elle prête 2 fois plus que la BM. Les deux participent puissamment aux financements des compagnies privées pilleuses. Pendant ce temps nos gouvernements font de « l'Aide publique », qui relève plus de la communication que de la réalité. La globalisation est un libre échange à sens unique. Si la liberté est totale pour les mouvements de capitaux, ils peuvent s'investir chez les pauvres, ces derniers, par contre, ne peuvent pas s'investir librement chez les riches : la localisation est imposée pour les « crève-la-faim ».

Les transferts nets financiers des PED entre les années 2000 et 2004 vers les caisses des pays industrialisées ont été de 291 Mds \$ (milliards de dollars), au titre des remboursements. Quand le sud s'appauvrisait, le nord s'enrichissait de l'équivalent de 5 plans Marshall entre 1985 et 2004 (chiffres BM). Ces sommes représentent les remboursements résultants de la spirale infernale de la Dette diminués des sommes reçues en prêts. Pourquoi parle-t-on de spirale ? Pendant ces 20 ans, la dette totale des PED a constamment augmenté, passant de 672 à 1.459 Mds \$, alors que les remboursements étaient très supérieurs aux emprunts. Ces deniers servaient en majorité à rembourser les dettes précédentes. Si l'on rajoute les quelques 200 Mds \$ correspondant aux bénéfices que les transnationales rapatrient au Nord chaque année, on comprend mieux le sous-développement de plus de 3 milliards d'humains et la sous-alimentation d'1 milliard d'entre eux. (les termes Nord et Sud sont des conventions, il existe de très riches actionnaires au Sud et de plus en plus de pauvres au Nord)

Certains pays, en Amérique du sud et en Afrique, ont entamé, avec l'aide de la société civile, des audits de leurs dettes afin de déterminer leurs légitimités. Une Banque du Sud, regroupant la majeure partie des pays du sud de l'Amérique, s'appête à financer des projets en faveur du développement des populations. A l'inverse des prêts de la BM qui ont favorisé exclusivement les exportations de matières brutes et n'ont jamais servi à des projets d'industrialisation.

Les alternatives sont l'arrêt, des subventions PAC et des aides aux agrocarburants. L'annulation de la Dette et des PAS pour que les pays puissent protéger l'agriculture paysanne du « dumping » et retrouver une véritable souveraineté alimentaire. On lit, on entend un peu partout que le protectionnisme n'est pas une solution à la crise alimentaire. Soit. Cela veut-il dire qu'en maintenant la concurrence faussée résultant du dumping agricole, en libéralisant encore plus, la faim diminuera ?

La BM nous sert toujours le même menu : pour le sud ce sera plus d'ouverture, plus de privatisation, plus d'exportation de matières premières. Vu les circonstances, elle rajoutera une pincée d'agriculture vivrière avec 10 Mds \$: divisé par 3 milliards de pauvres (3\$ par personne) le compte n'y est pas du tout. La FAO à Rome, lance un appel déchirant, la communication se fait mondiale, les bonnes promesses pleuvent. Mais dans les champs, plus d'engrais, plus de pesticides et plus d'OGM. Surtout ne rien changer au système ultra libérale de « lutte contre la pauvreté ». Si la faillite s'approche c'est que les mesures n'ont pas été appliquées avec assez de vigueur. Les révoltes de la faim sont pourtant la preuve de l'échec de ces politiques capitalistes décomplexées et bientôt trentenaires.

Enfin, les PED, qui subissent durement les dérèglements climatiques, ont produit moins de 20% des 350Gt (giga tonne) de CO2 accumulés dans l'atmosphère depuis 1850, alors qu'ils représentent 80% des terriens.

Au prix de la tonne de CO2, le paiement de cette dette écologique, leur permettrait de créer une agriculture biologique respectueuse de l'environnement et autosuffisante, d'avoir l'eau potable, la scolarisation et les soins pour tous... un rêve ? Par cette inversion salutaire, les pays riches deviendraient débiteurs des PED. Un juste retour des choses pour ce tiers monde qui a déjà versé 10\$ pour 1\$ emprunté en 1980 et en doit encore 5.

En se donnant une chance de redevenir plus humaine et plus respirable, ce qu'elle était, avant la conquête du monde par les européens, il y a 5 siècles, notre planète pourrait éviter les guerres fatales que la paupérisation de milliards d'humains au sud et maintenant au nord, nous promet.